



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale
des affaires culturelles**

PLAN de SECURITE CATHEDRALES

AUDIT-DIAGNOSTIC

ETAT des LIEUX et PROPOSITIONS/ACTIONS

Sécurité incendie et secours

Cahier des charges techniques particulières

CCTP

Destiné à l'élaboration d'un audit sur la sécurité incendie et secours des 9 cathédrales de la région Grand Est, de l'abbaye de Clairvaux et du château du Pailly, le présent cahier des charges porte sur un état des lieux et des propositions de plans d'actions visant à améliorer les dispositions existantes.

Textes de références :

- Articles R. 123-15 et R. 123-16 du code de la construction et de l'habitation ;
- Code la Sécurité Intérieure et notamment les articles R 741-1 à 741-10 ;
- Code du Patrimoine (article R 621-69) ;
- Code de la Commande Publique ;
- Arrêté du 15 septembre 2006 relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique des établissements recevant du public du Ministère de la culture ;
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié relatif aux ERP ;
- **Plan d'action « sécurité des cathédrales » - Ministère de la culture – DGPA – Délégation à l'Inspection, à la Recherche et à l'Innovation – Mission de la sécurité, de la sûreté et de l'audit – mai 2023 (cathédrale Etat) ;**
- Cahier des Clauses Administratives Générales – Prestations Intellectuelles (CCAG – PI).

Sommaire :

- I – Préambule
- II – Objet du marché
- III – Objectifs du marché
 - A – Analyse de la situation du monument
 - B – Préconisations programme fonctionnel
- IV – Comité de suivi
- V – Marché fractionné
- VI – Présentation des rapports
- VII – Délais de réalisation de l'étude
- VIII – Modalités de règlement des comptes
- IX – Modalités d'actualisation des prix
- X – Représentants de l'acheteur public
- XI – Mode de passation du marché
- XII – Pièces constitutives du marché

I – Préambule :

L'incendie du mois d'avril 2019 à la cathédrale Notre-Dame de Paris a incité le Ministère de la culture, propriétaire et responsable de la sécurité des cathédrales, à s'interroger sur le niveau de sécurité et de sauvegarde des édifices du territoire relevant du même régime, ainsi que les moyens de l'améliorer. Par ailleurs, l'incendie de la cathédrale de Nantes survenu le a renforcé cette nécessaire vigilance que l'Etat doit accorder aux édifices dont il a la charge.

Conscient des démarches et investissements déjà consentis dans ce sens, il souhaite néanmoins, dans le cadre des dispositions réglementaires en cours et avec les adaptations nécessaires, atteindre le seuil maximal de capacité de réponse collective à ce type de situation.

Le Ministère de la culture a demandé à ses services déconcentrés (DRAC) d'engager les moyens nécessaires pour atteindre cet objectif.

Le présent marché propose, sous forme d'un audit-diagnostic, de décliner et d'adapter aux cathédrales de la région Grand Est les constats et les dispositions présentés dans le plan d'actions « sécurité des cathédrales » diffusé en mai 2023 par la Direction Générale des Patrimoines et de l'Architecture (DGPA) du Ministère de la culture.

Le Ministère de la culture, au-delà de la réflexion conduite en 2019 puis en 2023, et du document de synthèse élaboré, met à disposition de ses services déconcentrés (DRAC/CRMH) l'expertise de la délégation à l'inspection, à la recherche et à l'innovation.

II – Objet du marché :

L'audit concerne les 9 cathédrales de la région Grand Est , le château Le Pailly (52) et l'abbaye de Clairvaux (10), édifices à la fois cultuels et culturels, classés au titre des monuments historiques, propriétés de l'Etat et affectés au Ministère de la culture.

Appartenant à l'État et affectés au Ministère de la culture, les cathédrales sont définies comme établissements recevant du public (ERP) de type V, soit :

Tranche ferme :

- Cathédrale Saint-Pierre-et-Saint-Paul de Troyes (10)
- Cathédrale Saint-Etienne de Châlons-en-Champagne (51)
- Cathédrale Notre-Dame de Reims (51)
- Cathédrale Saint-Mammès de Langres (52)
- Cathédrale Notre-Dame de l'Annonciation et Saint-Sigisbert de Nancy (54)
- Cathédrale Notre-Dame de Verdun (55)
- Cathédrale Saint-Etienne de Metz (57)
- Cathédrale Notre-Dame de Strasbourg (67)
- Cathédrale Notre-Dame de Saint-Dié-des-Vosges (88)

Tranche optionnelle n°1 :

- L'abbaye de Clairvaux (10)
- Le château du Pailly (52)

Pour élaborer le document attendu, il conviendra d'associer les principaux acteurs de la sécurité des cathédrales :

1 : l'architecte des bâtiments de France (conservateur du monument et RUS)

2 : la conservation régionale des monuments historiques (conservateur et ingénieur du patrimoine)

3 : l'Architecte en Chef des Monuments Historiques (ACMH) territorialement compétent

Direction régionale des affaires culturelles du Grand Est – site de Metz

6 place de Chambre – 57045 Metz cedex 01 – Tél. 03 87 56 41 00

www.culture.gouv.fr/Regions/Drac-Grand-Est

C1 Données Internes

4 : le clergé affectataire

5 : le SDIS et éventuellement la commune

L'état des lieux et les dispositions proposées par la présente étude constitueront, après validation, la base et le fil conducteur des actions (établissement de documents, formations) des missions de maîtrise d'œuvre ACMH et des programmes de travaux qui matérialiseront l'intention annoncée.

Les actions et les interventions nécessaires seront rassemblées dans un document appelé « schéma directeur ». Le contenu des prestations à assurer et à produire dans le cadre du présent marché d'audit-diagnostic est défini dans le présent cahier des charges valant CCATP.

III – Objectifs du marché :

L'audit présente et évalue la situation de l'établissement au regard des obligations réglementaires et des objectifs complémentaires du Ministère de la culture en termes de sécurité incendie, sauvegarde des biens et des personnes. Il décrit, à l'appui des documents et cadres de synthèse fournis par le Ministère de la culture (annexe jointe – Plan d'action de mai 2023 « sécurité des cathédrales ») les interventions nécessaires aux objectifs assignés. Le diagnostic (état des lieux et propositions d'actions) sera réalisé conformément aux lois et textes en vigueur au moment de son élaboration.

A - État des lieux :

- 1) En première analyse du risque, des risques (inondation, incendie, sismique...), les caractéristiques de l'édifice (**architecturales et urbanistiques**) propres à limiter une propagation d'un départ d'incendie et sa tenue structurelle au feu, soit la défense passive ;
- 2) La mise à jour pour chaque édifice d'un tableau de bord suivi et partagé ;
- 3) La situation de chaque édifice au regard des axes du plan d'actions « sécurité cathédrales » de la DGPA de mai 2023 ;
 - Risques de départ de feu,
 - Risque de développement et de propagation d'un sinistre,
 - Possibilités d'action des sapeur-pompiers,
 - Relations régulières avec les services de secours,
 - Encadrement des conditions d'exploitation des différentes activités de l'édifice,
 - Possibilité de réduction des conséquences d'un sinistre,
 - Niveau de formation des acteurs de la sécurité du monument,
 - Disponibilité des outils de gestion et de mesures organisationnelles.

Déclinaison en 3 points :

- 1 - infrastructures (combles, etc...)
- 2 - situation administrative (cahier des charges d'exploitation, PSBC, SSI...)
- 3 - fonctionnement quotidien (clergé affectataire, surveillance, stockage...)

Édifice test : La cathédrale de Nancy : ces documents, constituant la première phase de l'étude, seront réunis dans un premier rapport (test) relatif à un premier édifice étudié, qui sera sélectionné par la DRAC et le titulaire après notification du marché. Il fera l'objet d'une première étape de validation par le comité de suivi avant d'être décliné, sur la forme et le contenu, sur les autres monuments.

Ce rapport « test » ouvrira également le chapitre des propositions de travaux et d'actions, valant « schéma directeur ».

Il devra être présenté sous forme de **fiches « état » et fiches « actions »** afin de lui conférer un caractère synthétique, uniforme, accessible et modifiable (mise à jour à assurer par la DRAC).
La forme de ces fiches devra également être validée avant d'être déclinée sur les autres monuments.
Une deuxième étape, également validée par le comité de suivi, rassemblera l'état des lieux de l'ensemble des cathédrales État étudiées.

B – Propositions (programme d'actions) schéma directeur :

Pour chaque édifice seront formulées des propositions visant à répondre aux constats établis dans l'état des lieux en les hiérarchisant en référence aux 4 niveaux de sécurité :

- Non satisfaisant
- Seuil réglementaire
- Niveau de référence
- Niveau haut

(annexe 2 pages 21 et 22 du document « plan d'actions » de mai 2023)

Une amélioration adaptée, progressive et acceptable du niveau de sécurité des personnes et des biens, fera l'objet, à partir de ces propositions validées, de programmations, pluriannuelles si nécessaire, de travaux ou d'actions à conduire par l'ABF, conservateur de l'édifice et/ou d'études complémentaires ou APS directs confiés aux ACMH territorialement compétents.

L'objectif est de ventiler, pour chaque édifice, les points du plan « sécurité cathédrales de mai 2023 par catégories (bon – moyen – mauvais) et de prioriser les objectifs d'amélioration, tenant compte de l'état de connaissance des édifices concernés en termes de sécurité notamment incendie. En effet, certaines cathédrales ont fait récemment l'objet d'études de diagnostics

Le rapport d'audit relatif à chaque édifice comportera :

- Dénomination, adresse, date de visite du titulaire du marché, réglementation et sources de références (1 page)
- Présentation, classement, implantation, résumé historique, description architecturale (1 page)
- Renseignements techniques (2 pages maxi)
- Tableau des vérifications périodiques des installations ERP (1 page)
- Dispositions réglementaires et mise en perspective avec les 58 actions du plan « sécurité des cathédrales » de la DGPA de mai 2023 et rassemblés dans 8 chapitres (fiche comportant : référence à l'action, descriptif et objectifs de l'action, état des lieux = satisfaisant ou non satisfaisant, observations avec illustrations photographiques ou graphiques le cas échéant) (nombre de pages non limité)
- Rappel des contrôles réglementaires effectués (1 page)
- Synthèse : tableau récapitulatif des actions à mener pour atteindre les niveaux de sécurité (P1 : seuil réglementaire, P2 : niveau de référence, P3 : niveau haut) avec priorisation pour chaque action référencée (nombre de pages non limité)

- Conclusion : tableau de classement des items étudiés selon code couleur pour chaque niveau de risque (vert = risque faible, jaune = risque moyen, orange = risque fort, rouge = risque grave), classement du niveau de sécurité de l'édifice (seuil haut, niveau de référence, seuil réglementaire, non satisfaisant), synthèse de l'analyse des risques, actions à mettre en place pour atteindre le niveau de sécurité « référence » (nombre de pages non limité)
- Estimation financière des actions à mener (enveloppes prévisionnelles)

Pour information, sur la base de ces documents et en préalable à tous travaux, des dossiers de sécurité seront déposés auprès des maires concernés pour avis des commissions de sécurité compétentes.

IV – Comité de suivi :

Le titulaire du marché assurera l'exécution de sa mission sous le contrôle du comité de suivi destiné à en préciser le déroulement et à en suivre les étapes de validation. Il sera constitué ainsi :

- La directrice régionale des affaires culturelles du Grand Est ou son représentant, et ses services compétents (architectes des bâtiments de France conservateurs des monuments État et RUS, la CRMH) ;
- Des représentants de la délégation à l'inspection, à la recherche et à l'innovation DGPA (dont le conseiller sécurité incendie des patrimoines selon ses disponibilités) ;
- Les architectes en chef des monuments historiques (ACMH) territorialement compétent sur les cathédrales.

Le comité de suivi se réunira a minima à 7 occasions, en alternance en fonction des sujets, à Metz, Châlons ou Strasbourg. (M=mois)

- M+3 site de Châlons-en – Champagne
- M+ 6 site de Metz
- M+9 site de Strasbourg
- M+10 site de Châlons-en – Champagne : restitution intermédiaire sur les départements 10, 08, 52, 51
- M+ 11 site de Metz : restitution intermédiaire sur les départements 54, 88, 55, 57
- M+12 site de Strasbourg : : restitution intermédiaire sur le 67
- M+12 Rendu final de l'audit diagnostic

V – Composition de l'équipe candidate :

L'équipe sera composée de trois personnes, a minima :

- Un spécialiste de la sécurité incendie dans des édifices patrimoniaux
- Un économiste spécialisé dans le domaine de la sécurité des immeubles et des personnes et présentant également des références d'intervention sur du patrimoine protégé au titre des MH,
- Un architecte du patrimoine ayant des références ou compétences sur des travaux de même complexité, dont la mission sera d'apporter un regard patrimonial aux solutions proposées.

VI – Décomposition du marché en tranches :

Décomposition en 1 tranche ferme : 9 cathédrales État et 1 tranche optionnelle : le château du Pailly (52) et l'abbaye de Clairavaux (10).

VII – Présentation des rapports :

Le titulaire du marché soumettra un rapport d'étape au comité de suivi au milieu du délai contractuel, pour approbation.

Le rapport final regroupant les 9 édifices, intitulé « schéma directeur » et accompagné d'une synthèse, fera l'objet d'une validation du comité de suivi et d'une restitution sur les sites concernés.

Le travail sera fourni sous format papier :

- 4 exemplaires du schéma directeur regroupant la totalité de l'étude
- 4 exemplaires de l'audit propre à chaque édifice

et sous format numérique : 1 clé USB pour le schéma directeur et 2 clés USB pour chacun des 9 +2 rapports d'audit.

VIII – Délai de réalisation de l'étude :

Le détail du planning d'exécution figurera en annexe au présent marché et sera contractuel.

Une première étape, la remise du rapport de la cathédrale « test », est attendue au mois d'octobre 2026.

Vu et accepté, à le

Le Titulaire du marché